

DREAL - UT Moselle

26 OCT. 2010

Forbach - Courrier arrivé



PK 2
RR-
AHM

PRÉFET DE LA MOSELLE

ARRÊTE

Préfecture

n° 2010-DLP/BUPE-409 du 25 OCT. 2010

abrogeant l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-219 en date du 12 juin 2001 et modifiant le programme du suivi post-exploitation de l'ancienne décharge de VALMONT et du Centre d'Enfouissement Technique

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.512-33 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-264 du 13 octobre 1999 instituant des servitudes d'utilité publique sur le site de la décharge de VALMONT et la prescription des modalités de suivi post exploitation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-219 du 12 juin 2001 modifiant l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-264 du 13 octobre 1999 instituant des servitudes d'utilité publique sur le site de la décharge de VALMONT et la prescription des modalités de suivi post exploitation ;

VU l'arrêté n° DCTAJ -2010-60 du 22 avril 2010 portant délégation de signature en faveur de M. Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU le mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale fournie en avril 2005 et les résultats des contrôles menés jusqu'en 2009 ;

VU la demande présentée le 31 mai 2006 par l'exploitant au vu de la prise en compte des remaniements cadastraux opérés sur la commune de VALMONT et les procès-verbaux d'arpentage établis par le géomètre joint à cette demande ;

VU la dissolution du Syndicat Intercommunal de Valorisation et de Collecte des Ordures Ménagères (SIVCOM) en date du 1^{er} juillet 2009 et la compétence de la Communauté de Communes du Pays Naborien (CCPN) pour ce qui concerne ce site ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 septembre 2010 ;

Considérant que les résultats du programme de suivi post exploitation du site durant la première période de 10 ans a montré que les concentrations mesurées pour les Cyanures, Cr₆, Cd, Hg, Ni, DBO₅ dans les piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines sont très faibles et, pour les paramètres assujettis, inférieures aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine définies en annexe I du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

Considérant que les résultats du programme de suivi post exploitation du site durant la première période de 10 ans a montré que les concentrations mesurées pour les en

Considérant que les résultats du programme de suivi post exploitation du site durant la première période de 10 ans a montré que les concentrations mesurées pour les en Cyanures, Cr₆, Cd, Hg, Pb, DBO₅ et COT mesurées dans les eaux superficielles sont nettement inférieures aux valeurs fixées pour ces paramètres en annexe III de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets ménagers ;

Considérant que le programme de suivi du site peut être modifié sur la base des documents régulièrement transmis ;

Considérant la nécessité de mettre à jour la liste des parcelles de ce site concernées par les servitudes d'utilité publique au vu d'une conformité avec les documents d'urbanisme en vigueur ;

Considérant que ces modifications nécessitent la mise à jour des prescriptions applicables au site ;

Vu l'avis du CODERST en sa séance du 27 septembre 2010 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-219 en date du 12 juin 2001 est abrogé

Article 2 : Le tableau figurant à l'annexe de l'arrêté n°99-AG/2-264 en date du 13 octobre 1999 est remplacé par le tableau suivant :

Le tableau figurant à l'annexe de l'arrêté n°99-AG/2-264 en date du 13 octobre 1999 est remplacé par le tableau suivant :

Section	Parcelles	Lieu-dit	Surface Ha a ca	Observations
C	521	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	6 90	
C	522	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	6 90	
C	523	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	6 90	
C	1915/532	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	1 42 06	En partie
C	1916/532	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	68 19	En partie
C	1913/602	ESCH AUF DEN GRABEN	30 99	
C	1914/602	ESCH AUF DEN GRABEN	81 18	
C	1911/611	ESCH AUF DEN GRABEN	9 99	
C	1912/611	ESCH AUF DEN GRABEN	77 52	
C	1905/619	ESCH AUF DEN GRABEN	1 35	En partie
C	1906/619	ESCH AUF DEN GRABEN	11 98	En partie
C	1903/620	ESCH AUF DEN GRABEN	0 54	
C	1904/620	ESCH AUF DEN GRABEN	5 36	
C	1909/626	ESCH AUF DEN GRABEN	9 89	
C	1910/626	ESCH AUF DEN GRABEN	54 87	
C	1893/630	ESCH AUF DEN GRABEN	3 68	En partie
C	1894/630	ESCH AUF DEN GRABEN	3 92	En partie

Section	Parcelles	Lieu-dit	Surface Ha a ca	Observations
C	1891/631	ESCH AUF DEN GRABEN	4 53	En partie
C	1892/631	ESCH AUF DEN GRABEN	3 07	En partie
C	1889/632	ESCH AUF DEN GRABEN	11 02	En partie
C	1890/632	ESCH AUF DEN GRABEN	2 78	En partie
C	3189/1326	NACHTWEIDE	49 42	En partie
C	3190/1326	NACHTWEIDE	23 23	En partie
C	1328	NACHTWEIDE	48 78	En partie
C	1537	NACHTWEIDE	29 38	
C	1576	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	14 50	
C	1577	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	0 10	
C	1578	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	6 21	
C	1579	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	0 39	
C	1580	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	5 74	
C	1581	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	0 86	
C	1582	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	10 84	
C	1887/517	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	0 15	En partie
C	1888/517	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	3 11	En partie
C	1584	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	4 48	
C	1885/516	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	1 15	En partie
C	1886/516	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	1 07	En partie
C	1586	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	3 68	
C	1883/514	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	2 55	En partie
C	1884/514	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	0 47	En partie
C	1881/513	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	0 05	En partie
C	1882/513	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	2 98	En partie
C	1879/512	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	1 37	En partie
C	1880/512	ESCH AUF DIE NACHTWEIDE	1 22	En partie
C	1899/628	ESCH AUF DEN GRABEN	1 15	En partie
C	1900/628	ESCH AUF DEN GRABEN	1 64	En partie
C	1598	ESCH AUF DEN GRABEN	2 37	
C	1897/628	ESCH AUF DEN GRABEN	1 53	En partie
C	1898/628	ESCH AUF DEN GRABEN	2 80	En partie
C	1600	ESCH AUF DEN GRABEN	1 86	
C	1895/629	ESCH AUF DEN GRABEN	3 83	En partie

Section	Parcelles	Lieu-dit	Surface Ha a ca	Observations
C	1896/629	ESCH AUF DEN GRABEN	10 81	En partie
C	3191/1337	NACHTWEIDE	1 94 57	En partie
C	3192/1337	NACHTWEIDE	16 31	En partie
C	1903	NACHTWEIDE	76 42	

Article 3 : Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-264 du 13 octobre 1999 instituant des servitudes d'utilité publique sur le site de la décharge de VALMONT et la prescription des modalités de suivi post exploitation sont complétées comme suit :

Seconde phase

La seconde phase de suivi, correspondant à une durée d'au moins cinq ans, devra être mise en œuvre par l'exploitant dès parution du présent arrêté.

Cette seconde phase comprend les dispositions suivantes :

- le contrôle, au moins mensuel, du système de puisage des lixiviats et de l'élimination de ces lixiviats dans un site apte à les recevoir ;
- le contrôle, au moins mensuel, du système de captage et de traitement du biogaz. Les éléments suivants devront être analysés par un organisme agréé au minimum chaque année : SO₂, CO, poussières, HCl ;
- le contrôle de la qualité des eaux souterraines selon les modalités suivantes :
 - o un contrôle semestriel du piézomètre amont Pz5,
 - o un contrôle semestriel par alternance des piézomètres avals selon l'ordre considéré ci-après : Pz1 et Pz3, Pz2 et Pz4, Pz2 et Pz4, Pz1 et Pz3,
 - o paramètres mesurés : pH, conductivité, potentiel Redox, DCO, COT, NH₄⁺, Azote Kjeldhal, Zn, Fe, Pb
- le contrôle annuel de la qualité des rejets des eaux de ruissellement et des eaux extérieures (amont et aval du ruisseau Est) sur les paramètres suivants : pH, conductivité, potentiel Redox, DCO, MES, NH₄⁺, Azote Kjeldhal, Ni, Zn, Fe ;
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écrans végétaux, etc...) ;
- les observations géotechniques du site avec contrôle des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise et prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations.

Un bilan annuel, comprenant notamment les résultats de ces diverses mesures, les rapports d'interprétation correspondants et les mesures correctives éventuellement prises, sera envoyé à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après la fin de l'année considérée.

A l'issue d'une période qui ne devra pas excéder dix ans, l'exploitant devra adresser au Préfet un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des contrôles réalisés.

Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées pourra proposer une modification du programme de suivi.

Article 4 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 6 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1) Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de VALMONT et pourra y être consultée par toute personne intéressée.
- 2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par l'exploitant.

- 3) Un avis sera inséré par le préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département

Article 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
La Sous-préfète de Forbach
Le Maire de Valmont
Les inspecteurs des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour copie conforme

Le Chef de Bureau

Roland LANGENFELD

Fait à Metz,
Le Préfet,
Le Secrétaire Général

Le 11 mai 2011

